

« Traité transatlantique : un bien étrange silence »

GEORGES BIGOT (SARTHE)

Les représentants de la Commission européenne négocient dans le plus grand secret avec les USA et le Canada les modalités d'un accord transatlantique de libre-échange (les gouvernements nationaux issus de votes démocratiques étant tenus à l'écart). Une véritable omerta s'est abattue sur ce sujet, car il faut que les opinions publiques ne puissent pas se réveiller face aux enjeux, en particulier le monde agricole particulièrement menacé. Il y a bien sûr les enjeux commerciaux et sanitaires, depuis les viandes lavées aux produits chlorés ou à l'acide lactique, les normes sanitaires en baisse, etc. Il y a aussi la volonté américaine de remettre en cause tous les efforts qualitatifs faits par l'agriculture dans nos pays, comme les signes de qualité, les appellations contrôlées, qui sont alors considérées comme du protectionnisme.

Nos vieilles civilisations vont être

livrées à la concurrence

des pays anglo-

saxons, où de

grands espaces

agricoles ont

été créés en

éliminant

leurs premiers

occupants.

Réunis à la

mi-mars en

Hongrie, les

représentants

des territoires

producteurs de

vins ont adressé

une mise en garde,

d'autant que les USA

utilisent sans vergogne des

noms européens comme « champagne », « chianti » et autres

pour vendre leurs produits industrialisés bas de gamme. Un

vrai pillage. Premier aperçu de ce qui va se passer, au travers

des négociations plus avancées qui ont eu lieu entre Canada

et UE. Les exportations sans droits tarifaires du Canada vers

l'Union européenne de viande de porc vont monter de 6 000 à

80 000 tonnes, les exploitations de fromages européens vers

le Canada vont passer de 20 000 à 37 000 tonnes (mais les

questions sanitaires vont nous brider).

Les entreprises privées pourront poursuivre les Etats devant des

juridictions privées d'arbitrage pour tout ce qu'elles estiment

être contraire à leurs intérêts (comme des normes de qualité

ou de protection sanitaire). Autant dire que les Etats et les

peuples seront livrés pieds et mains liés aux diktats de l'oligarchie

mondialiste. Pour quelques emplois (super protégés), créés par

ce traité, des pans entiers de notre économie seront ruinés. Que

sont devenus les emplois en France de nos anciens fleurons, avec

la construction européenne et la mondialisation, citons : Arcelor,

Péchiney, Peugeot, Renault et même la Seita ? Depuis 2002,

l'agriculture française est en régression de plus de 12 % : lait,

volailles, porcs, arboriculture... Dans l'histoire, toutes les unions

politiques et douanières se sont faites au profit d'un centre fort

et aux dépens des périphéries. On ne peut être qu'étonné du silence de la majorité du monde agricole et de ses organisations professionnelles. A-t-on fait le choix de l'idéologie mondialiste au profit d'une petite minorité contre l'intérêt de la majorité des agriculteurs, du milieu rural et de nos concitoyens ? L'esprit de vassalité par rapport à cette oligarchie et au mondialisme n'a-t-il pas triomphé dans les organismes agricoles ? Les grands pays le sont pour l'avoir voulu, disait de Gaulle. Toute l'histoire démontre que les pays riches le sont devenus en étant protectionnistes et en imposant le libre-échange aux pays plus faibles.

